DOCUMENT D'ORIENTATION

Analyse du climat des affaires dans les PMA

Népal

Mars 2023

A powerful
and balanced
voice for business

International Organisation of Employers | Organisation Internationale des Employeurs | Organización Internacional de Empleadores

Népal

Région
Asie du Sud

Population
30 500 000 habitants

Croissance démographique
1,71%

Revenu moyen (2022)
664 USD

Classement selon l'Indice de développement humain
si le Népal a amélioré son classement en passant de la 144ème à la 143ème position, son indice de développement humain (IDH) a néanmoins connu un tassement de 0,604 à 0,602 en raison des perturbations persistantes dues à la pandémie du Covid-19.

Contexte économique

Le Népal, pays enclavé dans les terres, a une superficie totale de 147 516 km² et une population estimée à environ 30 millions d'habitants. Le Népal partage une frontière avec l'Inde à l'Est, à l'Ouest et au Sud ; ses montagnes sont bordées par la Chine au Nord. L'économie du Népal est principalement basée sur l'agriculture, qui contribue pour 24,3 % au PIB[1] du pays mais représente pratiquement 64,4 % de l'emploi. Le secteur industriel – dont les activités sont la production de biens manufacturés, la construction, les mines et carrières, la production électrique, la gestion et la distribution de gaz et d'eau - intervient pour 13,79 % dans le PIB et représente 15,10 % de l'emploi total. Le secteur des services génère 60,2 % du PIB et assure 20,50 % de l'emploi total.

Le Népal possède actuellement une importante population de jeunes, qui représentent plus de 40 % de la population totale. Le pays doit encore permettre à ce groupe de donner sa pleine mesure pour renforcer ainsi son développement économique. **L'économie du pays n'a pas su absorber son réservoir de jeunes talents de quelque 500 000 personnes rejoignant chaque année la population active ; environ 1 700 jeunes quittent le pays chaque jour, selon les chiffres officiels.**

Un défi majeur en termes de développement humain est constitué par l'accès inégal aux infrastructures numériques et aux savoir-faire techniques : en effet, la plus grande partie de la population du Népal (79,42 %) vit dans des zones rurales où l'accès au numérique est limité ou inexistant. Le Népal a néanmoins fait quelques progrès dans l'extension et la modernisation de son infrastructure de réseau afin de favoriser la croissance de son économique numérique. L'accès à l'électricité était assuré pour 90 % de la population totale à la mi-mars 2019/20. De même, le Népal a réalisé des progrès significatifs pour ce qui est du taux de densité de ses liaisons à large bande, qui s'était accru à 84,09 % à la mi-mars 2019/20. **Cette augmentation rapide du taux de densité des liaisons à large bande peut être attribuée au rôle joué par les pouvoirs publics dans l'application du modèle des partenariats public-privé (PPP) pour la mise en œuvre de projets.**

Défis à relever par le secteur privé

- **Inadéquation de l'offre de compétences :** L'absence de système d'évaluation des demandes du marché du travail et des besoins de compétences chez la population active du

[1] Gouv·R·-U·· Overseas Business Risk: Nepal, 2021

Népal entraîne un manque d'adéquation entre les qualifications disponibles et celles dont les entreprises ont besoin. Les entreprises ont à supporter le coût d'une activité constante de recrutement et de formation de nouveaux salariés, le manque de compétences se faisant surtout sentir lorsque des jeunes déjà formés choisissent de chercher du travail à l'étranger.

- **Faible capital humain et manque de main-d'œuvre qualifiée :** Le taux d'alphabétisation chez les adultes était de 57 % en 2018 au Népal. Malgré un taux net de scolarisation élevé dans l'enseignement primaire (93,4 %), celui du niveau secondaire (9ème-12ème années) reste faible, à 47,6 % seulement. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les élèves de familles pauvres sont davantage enclins à chercher un travail afin d'échapper à une pauvreté multidimensionnelle. Une autre raison est à coup sûr le manque d'installations scolaires appropriées dans les zones rurales. Cependant, les abandons scolaires conduisent pour les personnes concernées à un faible accès à des opportunités de travail décent et à un manque de compétences et de capacités pour occuper des postes techniques.

- Le secteur agricole doit affronter des difficultés telles qu'un manque de disponibilité de ressources et d'équipements qui permettrait d'augmenter la productivité des cultures, de même qu'à un manque d'infrastructures appropriées telles que lieux d'entreposage, entrepôts frigorifiques, marchés agricoles, équipements d'irrigation et un réseau routier permettant de désenclaver les exploitations. Le secteur agricole du Népal a besoin de formalisation et de numérique : 97 % des personnes actives dans l'agriculture y travaillent dans la sphère informelle.

- Pour le secteur manufacturier, le nombre limité de Zones économiques spéciales en état opérationnel constitue un important obstacle important à la croissance. Parmi les 14 zones identifiées comme Zones économiques spéciales, seule celle de Bhairahawa est active et opérationnelle.

- Le secteur agricole manque d'une répartition adéquate de capacités technologiques, ce qui entrave sa modernisation et son passage à l'industrialisation. De ce fait, le Népal doit importer des produits agricoles : en 2019/2020, le riz représentait 2,8 % des importations totales du pays, les légumes 1,1 %.

- Les rendements agricoles sont bas, une situation due aux difficultés d'approvisionnement et de production de semences améliorées et d'engrais, à un faible recours à des nouvelles méthodes et techniques de culture, ainsi qu'au changement climatique[2].

- Les principales barrières auxquelles est confronté le secteur industriel sont la très grande souplesse du gouvernement envers les importateurs et la politique de frontières ouvertes avec l'Inde, le manque d'incitants et de programmes destinés à attirer les investisseurs nationaux et internationaux afin de créer des biens et des services ayant un avantage comparatif et compétitif, ainsi que les droits de douane élevés sur les matières premières, les produits semi-finis et les pièces de rechange. De même, le manque de coordination entre organismes publics et investisseurs a eu des répercussions défavorables sur les politiques industrielles du Népal.

- **Accès au crédit et au financement :** Les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), composante fondamentale de l'économie népalaise, sont pourtant largement privées d'un accès au financement dont elles auraient besoin. Près de 60 % des PME n'ont pas accès à du capital ou des mises de fonds externes, et seuls 16 % de l'investissement des PME sont réalisés à l'aide de financements bancaires. En raison de lacunes dans l'information et d'un manque d'accès à des prêts bancaires à long terme ou à des mises de fonds, l'investissement et une croissance durable constituent des objectifs difficiles pour les MSME. À son tour, cette situation tire les coûts de production vers le haut, rendant les produits locaux moins compétitifs sur le marché.

[2] Paudel, R. C. et Acharya, C. P., (2020), Financial Development and Economic Growth: Evidence from Nepal, NRB Economic Review, 32(1), 15-36

- **Informalité de l'économie : plus de 70 % de la population active du Népal travaillent dans l'économie informelle et plus de 49 % de l'ensemble des entreprises n'ont pas un statut officiel de société.** Les micro et petites entreprises exercent leurs activités dans la sphère informelle et préfèrent renoncer à un enregistrement officiel en raison de lourdeurs bureaucratiques, de procédures administratives redondantes et opaques, d'exigences de conformité fastidieuses après l'enregistrement, ainsi que de la corruption. Les entrepreneurs doivent faire face à de nombreux obstacles, l'un de ceux-là étant le coût et le temps relativement important à consacrer à l'enregistrement officiel de leur activé. Les personnes travaillant dans le secteur informel sont souvent laissées pour compte dans les actions ou politiques publiques, les données disponibles ne suffisant pas à une planification efficace de programmes qui pourraient les concerner. Le gouvernement n'étant pas en mesure de réguler le secteur, ces travailleurs informels sont dépourvus de protection sociale et souvent exploités. L'un des défis majeurs du pays demeure l'intégration des travailleurs du circuit informel dans l'économie formelle.

- **Changement climatique :** L'urbanisation croissante du Népal, qui progresse à un rythme annuel de 3,09 %, la déforestation et des méthodes inadéquates d'élimination des déchets ont des répercussions négatives sur les régimes météorologiques locaux, susceptibles d'aggraver les effets locaux du changement climatique global. Ainsi par exemple, la fonte des glaciers peut priver les populations locales de leurs moyens de subsistance et nuire à l'industrie du tourisme.

- Les cadres politiques actuels ne suffisent pas à la création d'un environnement propice à la croissance d'écosystèmes de start-ups technologiques et d'entreprises innovantes, en l'absence de positions politiques concrètes sur le financement et l'aide aux premiers pas des entrepreneurs désireux de faire émerger de nouveaux secteurs économiques basés sur le numérique et les connaissances. Il reste à mettre en place des dispositifs institutionnels adéquats pour porter vigoureusement la *Digital Nepal Initiative* (DNI). Des propositions concrètes d'investissements pour soutenir les 80 activités énumérées dans la DNI doivent encore être formulées pour une entière mise en œuvre du cadre projeté[3].

- La Loi sur le travail [*Labour Act*] adoptée en août 2017 a augmenté les charges de l'entreprise ; beaucoup de PME peinent à répondre aux exigences de la nouvelle Caisse de sécurité sociale créée en 2018[4].

- **Pandémie du Covid-19 :** La fermeture temporaire d'entreprises pendant environ cinq ou six mois a mis les entrepreneurs en difficulté pour payer leurs factures, leur loyer et les assurances sociales de leur personnel.

Recommandations du secteur privé

- En partenariat avec le secteur privé, les pouvoirs publics doivent développer un système permettant d'évaluer les demandes du marché du travail et ses besoins de qualifications de la part de la population des jeunes Népalais. Un tel système contribuerait à élaborer une stratégie informée de développement humain, comprenant des politiques ciblées d'enseignement et de formation.

- Il convient de lancer une initiative en vue de développer la culture informatique chez les jeunes. Cela permettra d'ouvrir des opportunités pour un entrepreneuriat numérique dans la population jeune. Le Ministère de l'éducation devrait également investir en ressources et équipements TIC pour faciliter l'apprentissage du numérique aux élèves et étudiants du primaire, du secondaire et de l'enseignement supérieur[5].

---

[3] Bhattarai, M. K., (2021), Information and Communication Technology Scenario of Nepal: Assessing Policy Environment and Challenges, Nepal Public Policy Review, 1, 201-211.
[4] International Trade Administration (ITA) Nepal - Country Commercial Guide, publié en 2021
[5] Dhital, H., (2018), Opportunities and challenges to use ICT in government school education of Nepal, International Journal of Innovative Research in Computer and Communication Engineering, 6(4), 3215-3220.

- Il est besoin d'élaborer des politiques destinées à la création d'un environnement favorable à la coopération et aux partenariats dans le domaine des TIC entre acteurs publics, secteur privé, société civile et l'ensemble des parties prenantes, aux niveaux local, national, régional et international.

  - À l'intention des entrepreneurs locaux, promouvoir des initiatives de co-entreprise avec des investisseurs internationaux privés en mettant à disposition des équipements et services publics dans le domaine des TIC, servant de catalyseurs pour la croissance du secteur.

  - En coordination étroite avec le secteur privé, aider au développement d'incubateurs d'entreprises dans le domaine des TIC et à la promotion de projets de start-ups par la création d'un écosystème favorable et la mise à disposition de financements abordables.

  - Les pouvoirs publics doivent adopter des politiques encourageant les investissements d'acteurs privés, contribuant ainsi à faire passer le pays d'une dépendance excessive des réseaux mobiles à la promotion d'investissements dans des réseaux large bande fixes à fibre optique, robustes et de grande capacité. De tels investissements sont nécessaires pour construire une infrastructure de connectivité évolutive et « pérenne », capable d'absorber la demande toujours croissante de connexions de qualité et de bande passante.

  - Mise en œuvre des objectifs clés du Digital Nepal Framework (DNF – Cadre numérique népalais).

- Les acteurs publics devraient permettre aux acteurs privés investissant dans l'agriculture de contribuer à l'essor de celle-ci par le biais d'initiatives telles que le Nepal Seed and Fertilizer Project (NSAF - Projet Semences et engrais pour le Népal). La contribution du secteur privé permettrait d'assurer que les petits exploitants dans l'ensemble du pays soient approvisionnés à la fréquence voulue en semences et engrais. Les pouvoirs publics devraient prévoir les incitants nécessaires afin d'encourager les agriculteurs à tirer parti de la diversité biologique du Népal pour s'orienter vers des cultures à forte valeur et diversifier leur production.

- Le Népal est un pays enclavé sans réseau routier bien développé ; l'avion est dès lors un moyen commode pour le transport de fret, de produits agricoles et de produits de grande valeur. Les pouvoirs publics devraient envisager des partenariats public-privé pour la gestion et l'exploitation des aéroports existants, ce qui ouvrirait aussi des opportunités pour l'expansion de services non aéronautiques (taxis d'aéroport, boutiques hors taxes, gestion de parkings, restauration, installations récréatives, hôtellerie, …).

- Il importe d'intensifier le remplacement des importations et d'impulser la qualité des exportations par un renforcement de la compétitivité des industries exportatrices ; de même, des industries capables de répondre aux demandes locales contribueront également à construire l'autonomie et l'autosuffisance du pays.

- Il serait bon pour le Népal d'accroître et de renforcer l'engagement du secteur privé de diverses manières et dans différents domaines, tels que la planification stratégique, la définition des politiques, l'investissement et l'exécution. Cette démarche sera un facteur critique pour assurer l'accès à des pools plus importants de ressources et de connaissances, permettre une allocation plus efficace de ressources limitées et tirer parti de l'innovation afin d'assurer la qualité et la bonne réalisation des initiatives publiques.

- Les pouvoirs publics doivent poursuivre la numérisation des formalités douanières et la mise en place d'un guichet unique pour le paiement des taxes et impôts. Cet objectif implique la mise en œuvre de procédures documentaires simples et sans complications inutiles par l'intégration des différents administrations compétentes dans un seul système électronique, une meilleure coordination des contrôles physiques aux frontières, la possibilité d'une soumission de documents par voie électronique, la création

dans les zones frontalières de laboratoires de test ayant leurs propres installations et équipements, la modernisation des infrastructures de port sec, ainsi que la construction d'infrastructures de parking à chaque dépôt intérieur pour conteneurs (ICD)[6].

- Les pouvoirs publics devraient inciter le secteur privé à s'associer au développement de politiques visant à encourager l'entrepreneuriat parmi les jeunes, en faisant d'un accès plus aisé aux financements, aux assurances et aux technologies une composante de son cadre pour le travail décent.

- Il est souhaitable que le Ministère du tourisme travaille à l'intégration d'atouts touristiques en attirant des événements internationaux sportifs (par ex. randonnées pédestres et cyclisme) et des festivals.

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'Organisation Internationale des Employeurs (OIE) et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.

Cofinancé par l'Union européenne

[7] Fédération des chambres népalaises de commerce et d'industrie (FNCCI), 2021, National Economic Transformation 2030, Private Sector for Prosperity and Growth.

Avenue Louis-Casaï 71 – CH-1216 Genève
T +41 22 929 00 00 F +41 22 929 00 01
ioe@ioe-emp.com • ioe-emp.org

© IOE 2023